

***C'EST LA BEAUTÉ QUI NOUS SAUVERA
HYPOTHÈSE D'UTILISATION DES FONDS
SOCIO-STRUCTURAUX EUROPÉENS COMME MOYEN
POUR LA RÉALISATION, EN ITALIE, D'UN NOUVEAUX
MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE***

Grazia CALABRO

Université de Messine (Italie)-Département SEAM

grazia.calabro@unime.it

Simone VIERI

Université La Sapienza Rome (Italie)-Département de Management

simonevieri@uniroma1.it

Résumé : La crise économique qui, dès la fin de 2007, a frappé la quasi-totalité de l'économie mondiale a eu des conséquences particulièrement lourdes dans les pays de l'Union Européenne et, surtout, en Italie où le redressement des processus de croissance a du mal, plus qu'ailleurs. La nature des difficultés actuelles n'est pas, pourtant seulement conjoncturelle mais il faut aussi prendre en considération l'expression des limites structurelles des modèles de développement adoptés dès le second après-guerre jusqu'aujourd'hui. Pour arriver à dépasser l'actuelle situation de crise, il faut donc prendre en considération la possibilité d'adopter un modèle de développement différent à celui que cette crise a généré. Pour cela on doit soutenir un important programme de politique économique capable de permettre au système des petites et moyennes entreprises de pouvoir encore produire du travail et des revenus sur le territoire et donc d'éviter les normes de l'homologation et de la compétitivité en tenant compte des coûts de production que, tout au long des dernières décennies, la globalisation a imposé. C'est pour cela qu'une importante opportunité peut se réaliser grâce aux instruments prévus par les politiques socio-structurelles de l'UE pour la période de programmation 2014/2020. L'Italie a une grande chance et peut facilement capter la demande de beauté et de qualité que les pays émergents réclament, une demande toujours plus croissante à un niveau global. On a cherché, donc, de faire des hypothèses, dans le domaine des politiques européennes, de mettre au point et de rendre plus actuel un nouveau modèle de développement fondé sur la production d'un certain bien-être, grâce à la mise en valeur de toutes les ressources possibles.

Introduction

La crise économique qui, dès la fin de 2007, a frappé la quasi-totalité de l'économie mondiale a eu des conséquences particulièrement lourdes dans les pays de l'Union Européenne et,

surtout, en Italie où le redressement des processus de croissance a du mal, plus qu'ailleurs. La nature des difficultés actuelles n'est pas, pourtant seulement conjoncturelle mais il faut aussi prendre en considération l'expression des limites structurelles des modèles de développement adoptés dès le second après-guerre jusqu'aujourd'hui. C'est donc sur ces limites qu'il faut concentrer l'attention de la politique si l'on veut rejoindre l'objectif, que les gouvernements qui se sont succédés récemment ont plusieurs fois posé, de dépasser la crise. Bien sûr pour la dépasser il faut revenir à la situation existante avant la crise elle-même et ça paraît être bien difficile à la lumière de la situation actuelle nationale caractérisée par (OECD, 2014) (ISTAT, 2015):

- la réduction du revenu et du pouvoir d'achat qui va déterminer un fléchissement de la consommation et, donc, la possibilité de mettre en mouvement l'économie. Dès que la crise a commencé jusqu'à la fin de 2014 l'Italie a perdu presque 9,3 de produit intérieur brut (PIB);
- Une augmentation de chômage de l'insécurité de l'emploi. En Novembre 2014, le taux de chômage était de 13,4% ;
- une plus grande inégalité sociale et l'émergence de ces qu'on appelle «nouveaux pauvres»;
- Une augmentation des impôts qui au troisième trimestre de 2014 a atteint des niveaux parmi les plus élevés au monde (40,9%) et qui a eu un impact négatif sur la croissance et l'emploi et a augmenté les phénomènes d'évasion fiscale et l'escamotage;
- Un sentiment général de méfiance envers les institutions et le manque d'incitations à l'entrepreneuriat et au travail. Cette considération est confirmée aussi par une initiative récente soutenue par les Nations Unies et qui place les Italiens à la 45e place (ils étaient à la 28ème place en 2012) de la classification sur le bonheur. (Helliwell *et al*, 2014)

À la lumière de ce qui a été démontré, il est clair que la première étape pour tenter de mettre fin à la crise est la remise en cause de ces modèles de développement qui ont contribué à créer cette crise; modèles qui sont mal adaptés aux particularités de l'économie italienne, traditionnellement basés sur les petites et moyennes entreprises ayant des liens territoriales fortes.

Au cours des dernières années, en fait, c'est établi le phénomène de la mondialisation dont la principale limitation est d'avoir déterminé l'affirmation d'un modèle de développement économique fondé sur l'écart grandissant entre la richesse et le pouvoir de plus en plus concentrée dans les mains d'un petit nombre de sujets et pour soumettre l'économie à la logique du profit à court terme (Avant *et al*, 2010). En conséquence, il y a été un affranchissement des valeurs réelles de l'économie, l'accentuation des inégalités sociales et les phénomènes d'exploitation (Vieri *et Calabrò*, 2014). Le système italien, en raison de ses particularités, semble souffrir en particulier les règles imposées par la mondialisation.

Il est clair que personne ne peut penser à arrêter le phénomène de la mondialisation, ou en subvertir la logique (Blair *et Carroll*, 2009). On croit, cependant, que, en particulier pour les gouvernements des pays qui sont les plus touchés par les conséquences de la crise, on a le devoir de chercher des espaces qui permettent à leurs économies à vivre la mondialisation

sans la subir. Et l'Italie, contrairement à beaucoup d'autres pays actuellement en difficulté, a la possibilité de le faire.

L'environnement artistique, culturel et de la qualité du paysage dans la production de nombreux secteurs économiques (alimentaire, artisanat, vêtements, voitures ...) place l'Italie dans une position d'être en mesure d'éviter les forces d'homologation de la mondialisation, en développant des activités pour lesquelles ce n'est pas nécessaire d'avoir les coûts de production les plus bas pour être compétitif.

Aux fins de surmonter l'état actuel de la crise est donc nécessaire d'envisager la possibilité d'adopter un modèle de développement soutenu par un important programme de politique économique qui permet au système des petites et moyennes entreprises de pouvoir encore produire du travail et des revenus sur le territoire et, par conséquent, d'échapper aux règles de l'homologation et de la compétitivité fondées sur les coûts de production, qui, au cours des dernières décennies, ont été imposés par la mondialisation.

La demande de beauté comme opportunité de développement

L'Italie a un énorme potentiel pour intercepter la demande de beauté et qualité qui, grâce aux pays émergents, est certainement en hausse à l'échelle mondiale. Cette demande potentielle est pour l'Italie une réelle opportunité pour le développement et la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement basé sur la production de prospérité généralisée, à travers la valorisation de toutes les ressources au niveau local; c'est une occasion de vivre le phénomène de la mondialisation sans souffrance.

C'est une évolution pas simple à mettre en œuvre car il nécessite, tout d'abord, un changement dans la pensée d'agir de tous les acteurs, qu'ils soient décideurs politiques ou membres de la communauté. Devient une priorité, en ce sens, récupérer le sens des valeurs de première importance, tels que, par exemple, un sens civique, de développer une nouvelle relation avec l'économie moins axée sur des intérêts particuliers et plus attentifs aux conditions du contexte général dans lequel on vive et travaille. Pas en dernier, il faut comprendre le grand potentiel pour la production de bien-être qui vient de l'exploitation des ressources qu'on a à disposition, sans courir modèles proposés par ceux qui, dans ces mêmes ressources, voient un risque potentiel pour la poursuite de leurs objectifs de profit.

L'Italie est connue dans le monde entier pour son image de pays riche en histoire et culture, en traditions musicales et artistiques, en trésors gastronomiques en valeurs environnementales et de paysage et, plus généralement, en qualité de vie; tous ces éléments deviennent l'expression d'une «marque territoriale» lié à la beauté que de nombreux entrepreneurs opérant dans le domaine de la qualité et du luxe rappellent dans leurs produits, surtout quand ils agissent sur le marché international (Calabrò *et* Vieri, 2014). Il est, par conséquent, de reprendre et d'élargir cette stratégie et d'en faire un objectif et un instrument de la politique économique inspiré par un concept de développement local intégré, innovant et durable, à atteindre par le développement de toutes les ressources dans le territoire. Pour que cette stratégie soit de succès, il est nécessaire qu'elle devienne un objectif de la politique économique nationale, en abandonnant la logique individualiste et en commençant un «système».

Une stratégie de ce type peut être appelée un «win-win» qui a son élément essentiel dans l'interaction de tous les facteurs de développement dans le pays, visant à obtenir des résultats «contexte» dont tout le monde profite. En ce sens, le rôle des institutions publiques ne devrait pas être tellement d'accorder une aide; mais de créer les conditions pour que les systèmes socio-économiques se développent dans la direction souhaitée et les avantages retombent sur un grand nombre de sujets.

À cette fin, il est souhaitable de développer des «communautés économiques» dont la constitution doit être soutenue par le public, donnant aux sujets intéressés l'intérêt à participer. Et cela doit être fait pas par des subventions, mais en créant des environnements propices au développement, dont l'accès doit être soumise à l'hypothèse d'engagements spécifiques par des entreprises qui veulent participer.

L'objectif ultime devrait être, en fait, celui de mener les différentes composantes du territoire de fonctionner dans un cadre de collaboration mutuelle en vue d'atteindre les ajouts nécessaires pour donner vie au modèle de développement dont on a dit d'abord. Ce n'est pas une évolution simple en tenant compte des traditions et de l'individualisme qui a traditionnellement caractérisé le modèle italien et qui mène les principaux entrepreneurs à avoir une faible propension à partager sur une bien plus grande échelle, même une partie de leurs choix opérationnels. Il sera, par conséquent, stratégique le rôle des institutions publiques dans la promotion de la formation et le renforcement des processus d'«association partagée» en profitant, en particulier, la réussite de projets pilotes, dont la mise en œuvre devrait être prévue dès le début.

Actions opérationnelles

Une occasion importante de faire la mise en œuvre concrète de la stratégie de développement qui a été proposé ici peut provenir des instruments prévus par les politiques structurelles et sociales de l'UE pour la période de programmation 2014-2020.

La stratégie «Europe 2020» (Commission européenne, 2010), qui a constitué la référence de base pour l'élaboration de mesures de politique socio-structurelles qui seront mises en œuvre dans la période de programmation 2014-2020, se base sur trois lignes stratégiques et cinq objectifs, qui favorisent la croissance fondée sur la connaissance, l'innovation, la durabilité environnementale et l'inclusion sociale: c'est à dire sur les principes qui sont à la base du modèle proposé.

Le nouveau modèle de développement devrait être inséré dans le cadre de la politique socio-structurelle cofinancé par l'Union européenne et, en particulier, devrait être l'une des initiatives de «programmation à partir du bas» déjà prévues. Les procédures et les outils fournis par le cycle de programmation 2014-2020, semblent particulièrement fonctionnelles par rapport aux caractéristiques du nouveau modèle à proposer. Contrairement au passé, lorsque les interventions ont été réalisées en référence à un cadre opérationnel sensiblement rigide, articulé en axes et mesures, avec le nouveau cycle de programmation, l'action communautaire est devenue bien plus souple, en s'orientant en référence à un nombre défini

de priorité, et pour la poursuite de cela tous les instruments financiers disponibles seront en concurrence.

Conformément à l'approche prévue pour l'activité des fonds socio-structurelles pour la période 2014-2020, le nouveau modèle de développement devrait être, par conséquent, pris en charge par des programmes intégrés de fond multiple. En particulier, il devrait y avoir une variété d'interventions qui se déplacent du cofinancement des investissements des entreprises visant à la réalisation des actions horizontales «de contexte». Cela nécessite une planification minutieuse des interventions, conçu pour répondre à la double - et en partie contradictoire - nécessité d'assurer, d'une part, une forte finalisation des mesures, et, de l'autre part, l'ouverture nécessaire pour les actions innovantes spécifique qui posent avant tout l'accent sur la formation, sur les outils de communication innovants, sur la création d'accords et interventions visant à l'amélioration et à la qualification des procédés de production dans le sens de l'authenticité, de la qualité et de la récupération des éléments d'unicité.

Nous ne devrions pas ignorer aussi le fait que tous les projets de vente de la beauté et de la qualité, surtout si organique à une stratégie de développement plus complexe, ne peuvent pas être improvisés ou laissés aux initiatives individuelles, mais ils nécessitent le développement de professionnalisme, dont la justesse ne peut pas ne tenir compte de la possession de compétences spécifiques en matière: de langue et culture; de stratégies de marketing; de modernisation et spécialisation des processus de production (Vieri S., 2012).

Conclusions

La grave crise économique qui a commencé à la fin de 2007 a conduit à une longue période de récession qui, en particulier en Europe, a des difficultés particulières de résolution. Parmi les pays les plus touchés il y a certainement l'Italie pour laquelle le dépassement de la crise est particulièrement problématique, de manière à apparaître subordonné à la possibilité de développer et mettre en œuvre des modèles de développement tout à fait différents que ceux qui ont conduit à la situation actuelle. L'Italie, même en raison de la particularité de son système socio-économique, a souffert plus que d'autres pays, les contraintes imposées par la mondialisation, en particulier en ce qui concerne la compétitivité, mesurée, presque exclusivement, en référence aux coûts de production. L'Italie a un énorme potentiel pour intercepter la demande de beauté et de qualité, qui, malgré la crise, se développe à l'échelle mondiale, et donc de développer des activités pour lesquelles ce n'est pas nécessaire de produire au moindre coût pour être compétitif. C'est la principale opportunité que le pays doit saisir pour inverser les tendances actuelles et commencer à vivre la mondialisation, non seulement la supporter. Dans cette perspective, il est, cependant, nécessaire de prévoir le développement et la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement qui, basé sur la création de systèmes intégrés au niveau local, à travers la création de «communautés économiques», soit capable de générer de la richesse répandue à travers la valorisation de toutes les ressources disponibles localement. À cette fin, une occasion importante peut être formée par les moyens prévus dans le cadre des politiques structurelles et sociales de l'UE pour la période de programmation 2014-2020.

Bibliographie

- Avant D.D., Finnemore M. & Sell S.K. *Who governs the globe?* In Avant D.D., Finnemore M. and Sell S.K.(éd.), 2010, *Who Governs the Globe?*. Cambridge University Press.
- Blair, John P & Carroll, Michael C (éd.), 2009, *Local economic development: analysis, practices, and globalization second edition*, Sage Publication Inc.
- Calabrò, G.& Vieri, S., 2014, «The environmental certification of tourism: A tool to enhance the unicity of a territory», in *Quality - Access to Success* 15 (1): 44-54
- European Commission, (2010) *Europe 2 0 2 0. A European strategy for smart, sustainable and inclusive growth*, Communication from the Commission, Brussels.
- Helliwell, J. F., Layard, R. & Sachs J. (éd.). 2014, *World Happiness Report 2013*, UN Sustainable Development Solutions Network, New York.
- ISTAT, 2015, <http://www.istat.it/it/conti-nazionali>, dernier accès 27 Janvier 2015.
- ISTAT, 2015, *Occupati e disoccupati, Statistiche flash*, www.istat.it. dernier accès 27 Janvier 2015.
- OECD, 2014, OECD Economic Outlook No 96, November 2014, OECD Annual Projections, www.oecd.org, dernier accès 27 Janvier 2015.
- Vieri, S., 2012, *Agricoltura. Settore multifunzionale allo sviluppo*, Edagricole-IISole24Ore, Bologna.
- Vieri, S., 2012, «Common agricultural policy (CAP) and measures for environment protection and conservation: Contrasts, balances and new methods of development for the future», *International Journal of Environment and Health*, 6 (1): 48-62.
- Vieri, S. & Calabrò, G., 2014, «The impact of GMOs on the evolution of agribusiness systems», *Quality - Access to Success*, 15 (142): 101-105.